

On vous a annoncé un SIP « service des impôts des particuliers » qui va vous simplifier la vie !
On vous a dit que la fusion des Impôts et du Trésor formerait le guichet fiscal unifié et qu'il était la solution à tous vos problèmes !

Mais la vérité, c'est ça :

Des heures d'attente pour pouvoir payer une taxe d'habitation, une redevance d'ordure ménagère ou obtenir un délai de paiement...

Pourquoi ?

Parce que contrairement à ce que l'on croit dans le confort des ministères parisiens, on a encore besoin d'un service public de proximité, sur l'ensemble du territoire français.

En Moselle autant qu'ailleurs et peut être même davantage. On voit les dégâts faits par la réforme de l'Etat. Et il y a de quoi s'inquiéter :

- La Moselle est le département le plus touché par la restructuration du secteur de la Défense annoncée fin juillet 2008 par le gouvernement, qui devrait se solder par le départ de quelque 7.000 militaires d'ici à 2011.
- Pour la réforme de la carte judiciaire, on fait disparaître la justice de proximité : fusion des tribunaux d'instance de Château-Salins, de Boulay-Moselle avec le tribunal de Metz, fusion du tribunal de Forbach avec celui de Saint-Avold, et celui d'Hayange avec Thionville. Et les greffes détachés ? Regroupés ! Et les bureaux du livre foncier ? Regroupés aussi !

Ce qu'il ne faut pas oublier, avec ces destructions directes et massives de l'emploi public, ce sont les conséquences pour l'emploi privé et les autres services publics tels que La Poste. Que vont devenir les commerçants, artisans, boulangers, bouchers, médecins, et même les écoles... qui voient partir tous ces emplois publics. Simple : ils vont également partir ailleurs, ou tout bonnement disparaître, il n'y a pas d'autre alternative pour eux.

Que restera-t-il de votre canton, une fois tous les services publics regroupés, régionalisés, réformés, amputés de nombreux emplois ? On vous laisse deviner...

Alors, bien sûr, il y a des « mesures de compensation » comme le transfert de l'INSEE, de Paris vers Metz. La belle affaire ! Au début, on nous annonçait 1500 fonctionnaires, puis ce fut 1000, et maintenant moins de 500 !

Regardez bien la photo, et imaginez vous dans la file d'attente pour payer vos impôts ou obtenir un renseignement. C'est ce qui vous attend avec la fusion des services des finances publiques :

L'usage du téléphone (numéros surtaxés) et/ou Internet (quand ça marche) largement actuellement répandu, sera demain le seul point d'entrée possible vers des services que les usagers sont en droit d'attendre de l'Etat.

C'est aujourd'hui qu'il faut dire non, et c'est à vous de le faire en nous soutenant dans notre action.

